

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/967-la-pensee-caporale.html>

La pensée caporale

- Thèmes généraux - Divers -

Date de mise en ligne : mercredi 16 octobre 2002

Date de parution : 16 octobre 2002

Journal La Mée Châteaubriant

Page967

(écrit le 16 octobre 2002)

(texte transmis par la Ligue des Droits de l'homme)

« Je ne suis pas un premier ministre caporal », a expliqué le 26 septembre, sur France 2, Jean-Pierre Raffarin, ajoutant que la France était « une société ouverte », que lui-même appartenait à « la famille de l'humanisme » et qu'il croyait à « l'obligation du droit, de protéger les plus faibles ». A lire l'avant-projet de loi sur la sécurité émanant du ministère de l'intérieur, de tout cela rien n'est moins sûr. (...) (1)

Brutalité

Si les termes de « squatteurs » ou de « gens du voyage » n'apparaissent pas, la création du délit de « violation de propriété pour installation illicite sur une propriété publique ou privée » règle leur sort. Est aussi puni d'emprisonnement et d'une amende le « groupement abusif de personnes dans les parties communes d'immeubles », et voilà balayé d'un trait de plume toute une microsociologie, une culture de jeunes de banlieue qui n'ont que ces lieux à investir, ces failles du vivant face au mortifère des tours de HLM et au néant de leurs horizons bouchés.

Honte

De la brutalité passons à la honte. La mendicité, elle non plus, n'est pas interdite. Certaines formes seulement : il est interdit « en réunion et de manière agressive, soit en étant accompagné de mineurs, soit en présence d'animaux menaçants ou dangereux, soit en produisant une gêne pour la circulation des piétons ou des véhicules, de solliciter, même contre une prestation de service, la remise de fonds, de valeurs ou d'un bien » (6 mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende). Bref, il n'est pas interdit de mendier à condition de ne rien demander, de ne rien proposer, et de le faire assis sur un nuage.

Honte à ceux qui s'attaquent aux plus pauvres et aux plus faibles et n'ont même pas le courage de leurs actes.

Honte à ceux qui veulent mettre les pauvres à l'amende parce qu'ils sont pauvres.

Honte à ceux qui rêvent de les ruiner encore un peu plus.

Faut-il donc répéter jusqu'à la nausée que la mendicité n'est pas un choix, un plaisir, un luxe pervers, le mou passe-temps des oisifs ? Qu'elle est une obligation, un esclavage, la dernière des stratégies de survie ? Que tous les experts s'accordent sur la réalité élémentaire que le RMI, par exemple, permet à ses bénéficiaires - qui ne sont pas, et de loin, les plus démunis - soit de se loger, soit de se nourrir, mais pas les deux ? Que pour la centaine de milliers de personnes en France qui sont les plus désocialisées, incapables de fonctionner à minima dans les contraintes administratives, la mendicité constitue le seul revenu possible ?

Et le projet Raffarin de soupirer avec nostalgie que « jusqu'en 1994 le délit de mendicité existait et était puni de deux ans d'emprisonnement ».

Je suis de ceux qui ...

Je suis de ceux qui ont connu sur le terrain la réalité de ce passé édifiant. De ceux qui ont vu les plus pauvres parmi les pauvres, arrêtés et emmenés de force à ce qui s'appelait à l'époque la Maison de Nanterre. De ceux qui ont entendu leurs cris et leurs vaines protestations. De ceux qui ont vu les coups qu'ils recevaient.

L'emprisonnement des pauvres parce qu'ils sont pauvres est une chose injuste, grave et laide.

Parfum de charogne

Il ressort de l'ensemble des propositions du gouvernement la trouble rêverie d'une société qui ne se supporte plus elle-même, (...) d'une société, écoeurée d'elle-même, de son propre corps, de ses failles, de ses ratages, de ses fautes, qui ne se reconnaît plus, ne veut plus se reconnaître, ne veut plus, ne peut plus assumer ni sa culpabilité ni ses responsabilités.

Devant la complexité de ces manques, de ces pathologies, devant le vertige de cette inquiétante étrangeté, la tentation la plus bête, la plus primaire, consiste à interdire.

Comme si l'interdiction, par magie, allait permettre de faire disparaître la chose même. C'est la pensée caporale. Et ce n'est pas, in fine, de la sanction de tel ou tel délit dont il est ici question, mais bien de la tentative affolée d'exclure des pans d'un réel qui submerge certains d'angoisse. Parce qu'ils ont peur. Tellement peur...

Mais au travers de leurs gesticulations d'interdictions s'opère un glissement terrible : c'est l'être qui est visé. C'est « être » qui est interdit. Et voilà que ce n'est plus contre la prostitution, le désespoir d'une jeunesse ou la pauvreté que l'on lutte, mais contre leurs victimes. Ce n'est plus avec la pauvreté et la marginalité que l'on rêve d'en finir, mais avec les pauvres et les marginaux eux-mêmes.

L'accusation de fascisme n'a pas à être bradée, mais comment, devant ce fantasme d'une société malade de normes, sans taches, enfin lisse, enfin pure, sans sexualité louche, sans jeunes qui traînent, sans errants, sans mendiants, ne pas reconnaître les effluves lointains de son parfum de charogne.

La gauche avançait, lors de la dernière élection présidentielle, l'idée d'une « couverture logement universelle ». Faisant pendant à la couverture médicale universelle, elle aurait fait du logement décent un droit effectif de la personne., y compris des sans-abri. M. Raffarin et M. Sarkozy aussi, rêvent de loger les sans-abri. Tous les sans-abri. Mais c'est du toit écrasant de la prison qu'ils veulent leur faire cadeau...

Pauvres types

Le gouvernement Raffarin prétend représenter « la France d'en bas ». Comme d'habitude un autre sens se love, insidieux, au coeur même du choix des mots. Ce n'est pas la France du peuple et de son noble effort de vivre, dont M. Raffarin et M. Sarkozy se font les porte-parole, encore moins la France de la noire grandeur de la misère, mais la France de l'étroitesse grise de la médiocrité. La France boutiquière. La France frileuse. La France pétrocharde. La France, non pas des pauvres gens, mais celle des pauvres types.

Patrick Declerck est psychanalyste
et ethnologue

Comment faire plaisir à Sarkozy

Le maire du Pouliguen, un certain Christian Caronne, a eu cet été une idée géniale : à la veille des vacances il a pris un arrêté municipal déclarant illicite la distribution de tracts sur sa commune pendant la période estivale (juste au moment où le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, passait ses vacances dans le luxueux Hôtel L'Hermitage de La Baule !). Cet arrêté disait :

« Il est interdit aux vendeurs et distributeurs d'écrits, d'imprimés, dessins ou objets, de circuler et de stationner individuellement ou en groupe sur le territoire de la commune du Pouliguen. Il est interdit d'apposer des imprimés sur les véhicules en stationnement et d'interpeller les passants sur la voie publique en vue d'effectuer ces distributions »

Immédiatement les communistes de la Presqu'île Guérandaise ont exigé le retrait de cet arrêté inacceptable et demandé au Préfet de refuser de parapher un tel texte.

S'adressent par tract aux estivants et aux habitants de la commune, sur le marché, ils ont obligé le signataire du texte à venir s'expliquer sur le terrain. Beaucoup d'embarras dans les explications ambiguës du maire pour en finir, bon gré mal gré, à retirer le texte incriminé et à promulguer un nouvel arrêté qui ne restreint plus les libertés individuelles et collectives.

Il est des engrenages dangereux pour les libertés

(lu dans le numéro 741 des Nouvelles de Loire-Atlantique,
du 3 octobre 2002)

écrit le 16 mai 2001

Nous avons lu pour vous ...

Liberté, égalité, imaginez

Le chef et le troupeau

Dans son livre intitulé « Liberté, égalité, imaginez » Maryse Souchard, universitaire à La Roche sur Yon, explique que la culture est un enjeu sensible à notre époque, et qu'une culture libre, accessible et métissée est la cible de ligues bien-pensantes, d'associations ou d'élus, dans une bataille soigneusement orchestrée. Nous empruntons à ce livre une analyse pertinente sur « Le chef et le troupeau » qui doit donner à réfléchir

« L'extrême-droite présente l'organisation sociale comme « naturellement » donnée, c'est-à-dire déterminée par « quelque chose » qui échappe à la volonté humaine et contre lequel les êtres humains ne peuvent rien. » dit Maryse Souchard

« C'est très exactement la structure du troupeau qui préside à l'idéal social de l'extrême-droite. Dans le troupeau, chacun a une place qui lui est assignée par le chef et personne ne peut échapper à cette place qui lui est faite. Le chef décide pour tous de la route à suivre, du moment de s'arrêter manger, de dormir et du lieu de l'arrêt. Les membres du troupeau se contentent d'obéir. Cette obéissance est même indispensable à la survie du troupeau. Que l'un des membres décide d'agir seul et les prédateurs peuvent le repérer, le tuer puis attaquer le reste du troupeau. C'est pourquoi toute désobéissance au chef est punie, parfois de mort, par le chef lui-même. La seule responsabilité des membres du troupeau est donc l'obéissance aveugle et absolue au chef : « Doué d'intuition, de flair, jouissant d'une vision d'ensemble que tous ne possèdent pas, [le chef] écoute la rumeur du peuple et le murmure de l'histoire avant de décider seul » (1)

Une société organisée selon cette logique interdit donc à ses membres de prétendre à une autre place que celle qui est prévue pour eux par le chef. Cette absence de liberté est largement compensée par une absence, tout aussi importante, de responsabilité : il n'y a pas de libre-arbitre dans une société de troupeau et l'on y fait ce que le chef dit de faire sans se poser la question de savoir si on veut le faire. Le chef l'a dit, on exécute simplement l'ordre qu'il donne. Le chef tient sa légitimité de sa naissance, de son sang, il est lui-même fils de chef ; il peut aussi la tenir de sa force, il a vaincu tous les autres. Il ne peut donc être remplacé que par un membre de son lignage ou par un autre plus fort que lui. C'est dire que tous ne peuvent pas prétendre à la place du chef et les plus nombreux ne peuvent même pas imaginer y avoir accès, soit que leur naissance est « inadéquate », soit qu'ils sont trop faibles. Si les chefs de l'extrême droite ont besoin que tous croient à la validité de ce modèle, c'est qu'ils n'entendent pas laisser leur place quand ils prendront le pouvoir. Il faut donc que tous soient convaincus de la légitimité des chefs à occuper cette place, à être les « seigneurs » de la « société nouvelle ». Soutenus par leurs « guerriers » - il faut protéger le territoire, il faut aussi mater les éventuels récalcitrants -, les chefs pourront alors, dans la soumission de tous les autres, profiter pour eux du pouvoir discrétionnaire qu'ils exerceront.

Les soumis

Pour que ce système dure et que chacun reste à sa place, il faut contrôler les informations qui circulent, éviter les échanges entre les différents territoires - les comparaisons pourraient montrer que les chefs abusent de leur pouvoir - installer toutes sortes de croyances et de superstitions pour que ceux qui pourraient être tentés de remettre le système en question soient intimement persuadés de l'immense danger qu'il y aurait à le faire. Ainsi, les soumis et les esclaves peuvent même devenir les meilleurs défenseurs du système qui les opprime dans leur peur immense de disparaître avec lui s'ils venaient à en menacer l'existence.

La boucle est alors bouclée, le troupeau s'en remet au chef, chacun est à sa place, les forts dominent les faibles pour leur propre bénéfice et les faibles remercient les forts de les autoriser à souffrir pour eux. Pour l'extrême droite, cela va d'évidence tant « en vérité, nous sommes les héritiers d'une longue lignée, nous défendons une certaine idée de la France, qui est aussi vieille que notre sang, aussi généreuse que les blés de la Beauce, aussi fière et droite que les menhirs de ma Bretagne natale ». (2)

Trois autres métaphores sont parfois utilisées pour compléter et pour renforcer l'argument du troupeau et de la nature. La société est décrite comme « un grand corps », « le corps social », dont les membres et les organes ne peuvent agir indépendamment les uns des autres sous peine de maladie ou de mort. Le cerveau organise l'ensemble, comme le chef du troupeau. La société est aussi « une grande famille » dirigée par le Père qui commande, en chef, à chacun ce qu'il doit faire et à qui tous doivent obéir sous peine d'être exclus. La société comme les individus qui la composent ont « des racines » et « des sources », ce qui revient à dire qu'ils ne sont pas libres de leurs mouvements : les arbres ne se déplacent pas, sauf dans les contes de fées et les rivières mettent des siècles à modifier leur cours.

Dans les trois cas, l'objectif reste intact : faire entendre l'importance d'obéir sans question quand il n'existe pas de liberté pour agir, d'égalité entre ceux qui commandent et les autres, de fraternité entre les humains quels qu'ils soient »

Maryse Souchard (extraits)

Editorial de « National Hebdo » du 5 septembre 1996

(2) J.-M. Le Pen, « Entendez le chant du peuple français », Présent, 5, 6 septembre 1996.